

Depuis un an, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Barbara McDougall, a eu des consultations avec le Secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, à propos de la situation à Chypre. Au cours de l'entretien qu'elle a eu avec le Secrétaire général en janvier dernier, M^{me} McDougall a souligné que le Canada ne pouvait pas poursuivre éternellement son engagement dans des missions de maintien de la paix d'une durée indéfinie qui n'incitent guère les parties en cause à régler leurs conflits et qui imposent de lourdes charges financières. Elle a aussi dit au Secrétaire général que, faute de progrès dans la situation politique à Chypre, le Canada retirerait ses troupes.

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rencontré les principales parties au conflit à plusieurs reprises, insistant sur l'importance de collaborer avec le Secrétaire général de l'ONU pour en arriver à une solution permanente du conflit. Au printemps 1992, M^{me} McDougall a visité la région pour évaluer la situation et pour prendre connaissance de l'opération canadienne de maintien de la paix. Au cours de sa visite, elle s'est entretenue des perspectives de règlement du conflit avec les principaux dirigeants locaux.

M^{me} McDougall a eu par ailleurs des entretiens sur la question chypriote avec les États-Unis et avec les pays qui fournissent des troupes à l'UNFICYP, à savoir la Grande-Bretagne, le Danemark et l'Autriche. En juin 1992, le Danemark a annoncé qu'il retirerait son contingent à la fin de l'année. La Grande-Bretagne et l'Autriche ont annoncé qu'elles envisageaient de réduire leur personnel militaire dans l'île.

Décembre 1992